



CDEN de rentrée du 13 novembre 2020

Compte rendu

[Délégation UNSA Education](#) : Yamina AZZOUG, Hélène MALETERRE, François MARTY, Sabine TURSCHWEL

Déclarations préalables : UNSA Education, FSU, FCPE.

[UNSA Education](#) : voir notre déclaration préalable en pièce jointe de cet article.

Réponse du Préfet suite à la lecture des déclarations :

Il s'associe aux propos tenus à l'égard de S. Paty, particulièrement touché par cet attentat qui a frappé le cœur de la République et ses valeurs.

Il comprend la fatigue, la tension et le sentiment d'un tunnel dont on ne verrait pas l'issue. Le contexte d'une pandémie au cycle erratique, qui en fonction des réactions de la population, nous amène à alterner des restrictions et des relâchements. Elle nous amène des contraintes, on est tous en demande de réponses claires, force est de constater que non. On ne détient pas la boussole absolue, l'alpha et l'oméga. La lassitude que ressentent les enseignants, les parents, les personnels soignants, les responsables publics est pesante. Il est difficile d'affronter ces situations, de collègues en attente en répondant qu'on ne sait pas. On a parfois ce sentiment d'abandon mais nous sommes tous embarqués dans cette situation et nous devons faire au mieux. Nous devons répondre sur des choses précises (atteinte de la République, la contestation de l'enseignement, le refus du port du masque). L'école est UNE et tout le monde doit se confronter à ces règlements. Il y a de la lassitude mais il n'y a en aucun cas du mépris. Nous sommes fonctionnaires, dans un cadre hiérarchique, on peut donner son avis, contester les décisions du chef mais dans la mesure et le respect. Il y a des principes de réalité qui sont douloureux. Les chefs sont aussi dans l'incertitude et c'est anxiogène. La certitude c'est la cohésion de notre Etat, de l'Education Nationale, il faut s'y accrocher même quand cela tangue.

Notre environnement est très anxiogène, (réseaux sociaux et médias caisses d'amplification) mais soyez assurés que nous avons une extrême attention à ce que personne ne soit mis en difficulté (enseignants, maires, département et région) c'est compliqué, c'est long et le pire c'est que cela va durer. Les contraintes vont continuer. Les aspirations sont légitimes mais cela sera long et difficile, nous ne sortirons pas rapidement de cette crise.

Réponses IA DASEN suite à la lecture des déclarations

Ambiance particulière. Le travail sur les valeurs de la République dans tous les établissements est important. La chance que nous avons, est d'avoir une nation qui s'exprime avec des parents d'élèves qui éduquent et des élèves qui comprennent. Les enseignants tiennent leur

rôle. Les élus locaux partagent les difficultés et ils sont là pour montrer tout l'accompagnement nécessaire, les valeurs sont partagées.

Réponses du préfet aux propos de la FCPE :

Des millions de masques ont été envoyés et une attention toute particulière est portée sur les populations les plus démunies. Il ne doit pas y avoir de manquement au port du masque, dès qu'on rentre dans une salle publique, il faut porter le masque. On se protège collectivement et aucune exception (sauf déficience physique reconnue).

Une enquête diligentée sur la restauration scolaire (mise en place de circuits courts et pourcentage de Bio dans les cantines)

C. Boucaud : sur 35 collèges publics, 2 sont 100% Bio et 11 sont labellisés Ecocert à des niveaux différents.

Approbation des PV des séances précédentes.

Bilan de la rentrée scolaire :

Le premier degré :

Baisse continue des effectifs dans ce département. (-520) élèves à la rentrée. Sur 9 ans on perd 3536 élèves (soit 11%).

Plus de 40% des communes n'ont plus d'école. On s'interroge toujours sur la dimension territoriale qui est à poser dans ce département, on va avoir un éclatement du réseau d'écoles et donc des logiques complexes pour les familles notamment en termes de transports. Une offre différente sur la qualité des moyens pour enseigner.

Les écoles à 1 ou 2 classes qui entourent les zones sans école vont entraîner une offre éducative émiettée.

Les rythmes scolaires : communes rurales sont repassées à 4j dans la majorité des cas.

L'instruction dans la famille, cela peut inquiéter si on regarde le pourcentage mais concerne +137 élèves dans le 1^{er} degré. Les raisons de cette orientation : la crise sanitaire (peur de contagion liée au virus), expression aussi d'un repli sur soi. Il y a aussi l'aspect de l'obligation scolaire dès 3 ans.

[Problème du démantèlement du Service Public. Il faut donner des moyens en fonction des besoins.](#)

Préfet : Les problèmes de démographie et de natalité ne sont pas le fait de l'Education Nationale. Il faut une réflexion globale.

Union des maires : il faut réfléchir selon le triptyque : l'emploi/ le logement/ les services.

Le second degré :

Collège : Jusqu'à maintenant le 2nd degré était épargné par la baisse des effectifs. Elle commence désormais à se faire sentir au collège. (-200 élèves sur le niveau 6^{ème})

Une interrogation est à mener sur cette baisse qui va toucher un certain nombre d'établissements. On a travaillé sur une mise en réseau pédagogique.

2 ouvertures d'ULIS collège (Le Bugue et Anne Franck Périgueux)

Travail de qualité entre le conseil départemental et la MDPH pour les élèves en situation de handicap.

Lycée : Baisse générale (-500 élèves en lycée GT, -177 en lycée professionnel).

Dans le Nord du département (lycées de Thiviers et de Chardeuil), on ré-inverse la tendance en modifiant la carte des formations. On essaie de promouvoir ces établissements pour les rendre plus attractifs.

Les élèves en situation de handicap :

Mise en place de 20 PIAL. Aspect toujours sensible pour les familles. L'école n'a pas été au cœur de cet accueil historiquement, on est sur une logique inclusive depuis seulement 10 ans. Pour accompagner la prise en charge de ces élèves, 760 AESH dans le département. On salue le travail de ces personnels qui sont, il faut le dire, mal rémunérés.

L'objectif est de constituer des temps pleins.

Il faudra évaluer cette structure PIAL mais il faut encore lui laisser le temps de grandir.

Les orientations :

32.4 % des élèves orientés vers la voie pro.

Quelques élèves qui souhaitent quitter la voie pro pour aller vers l'apprentissage. (Notamment pour les « prépa apprentissage » proposées par les CFA). Ces jeunes s'ils ne trouvent pas d'employeurs reviendront dans le circuit en mars et il sera difficile de les réintégrer. Il faut un travail avec des parcours mixtes pour ces jeunes de 16 à 18 ans (travail avec les CFA, les missions locales).

Il y a quelques élèves qui restent injoignables : 10 jeunes qui ne sont pas en formation et injoignables.

Election des DDEN. Approuvé à l'unanimité

Ajout des préconisations sur le règlement type des écoles maternelles.

Suite à des questionnements depuis plusieurs années, et la volonté de partager un ensemble de bonnes pratiques ces préconisations seront des repères. Il n'y a pas de caractère réglementaire mais ce sont des appuis.

Vote : Abstention FSU.

Questions diverses Unsa :

Pourrions-nous avoir des informations sur la réforme de l'Education prioritaire ? Y aura-t-il un redécoupage des réseaux d'éducation prioritaire ? une réforme plus globale ? La Dordogne, territoire rural, sera-t-elle impactée ?

En attente, suite au confinement, cette dimension va être retravaillée, notamment avec les préconisations du rapport Mathiot Azema. Les REP+ garderaient un pilotage national et les REP vers un pilotage académique. On accuse un retard de trois ans.

Même si nous avons en tête que les remplaçants du premier degré peuvent être amenés à faire des remplacements sur tous types de supports, pourriez-vous envisager de développer une brigade de remplacement fléchée pour l'enseignement spécialisé, eu égard aux spécificités de ces postes qui nécessitent une certification ?

On l'a fait pour les décharges de direction d'école mais cela serait compliqué de mettre en place une brigade de remplacement spécialisée. Former les remplaçants dans le domaine de l'ASH oui mais spécialiser les postes non.

Nous sommes dans la deuxième année de mise en place des PIAL. Avons-nous des statistiques sur la surcharge de travail que ces dispositifs auraient pu engendrer dans les établissements, notamment sur les personnels administratifs ?

Un comité de pilotage, de suivi sera mis en place. Un point d'étape est à faire.

Réforme des lycées généraux et technologiques : les E3C sont annulées cette année, en raison du contexte sanitaire, qu'en est-il pour les épreuves de spécialité ?

Les E3C disparaissent totalement, pas uniquement cette année, elles deviennent des évaluations communes réalisées sur le temps de classe par rapport aux choix des spécialités. Elles comptent toujours pour 30% du BAC. Les banques de données nationales seront toujours disponibles.

Les épreuves d'harmonisation académique ne se feront plus qu'une fois par an.

Enseignement des langues régionales : pourrions-nous avoir des données chiffrées sur cet enseignement ? Quelle est sa tendance ? Y a-t-il eu des difficultés à le mettre en œuvre dans le département ?

Il y a de vraies réussites dans ce département. La problématique est la ressource en enseignant. 3 personnels (2 pour le 1^{er} degré, 1 pour le 2nd) vont bénéficier d'une bourse « Ensenar » pour favoriser le développement des compétences dans la langue occitane.

659 élèves dans le 1^{er} degré (enseignement de sensibilisation, en bilingue, en renforcement en maternelle et en immersif type calendreta)

415 élèves dans les collèges (option de la 6^{ème} à la 3^{ème})

67 élèves en lycée (baisse de 23 élèves peut-être à cause de la réforme du bac).